

## Déclaration de la FSU Marne CTSD du mardi 4 septembre 2018

### Partie premier degré

**En ce qui concerne le premier degré, les ajustements aux programmes 2016, proposés par le Conseil Supérieur des Programmes (CSP), entrent en vigueur à la rentrée 2018, malgré leur rejet unanime par le Conseil Supérieur de l'Éducation en juillet 2018.** Un bel exemple de dialogue social, une fois de plus ! Pas de consultation des enseignants et de leurs représentants, pas de réunion du comité de suivi des programmes, pas d'évaluations des programmes de 2016. Ces ajustements doivent être prochainement prolongés par des repères annuels produits unilatéralement par la DGESCO.

Consacrés aux fondamentaux « lire, écrire, compter, respecter autrui », les nouveaux textes se conforment aux convictions martelées dans la presse par un ministre d'abord préoccupé par le détricotage de la loi de refondation de 2013.

De fait, les ajustements sont une véritable réécriture qui marque une rupture avec le principe de progressivité des apprentissages au sein des cycles. Désormais, une autre logique s'impose. Elle délaisse une démarche pédagogique intégratrice où les compétences sont mises en cohérence dans un projet porteur de sens, au profit d'enseignements segmentés fondés sur l'entraînement et de procédures à automatiser ; un retour aux programmes de 2008 pourtant sanctionnés par les évaluations PIRLS ?

Pour le SNUipp-FSU, le cadre de référence des enseignements doit rester celui des programmes de 2016, élaborés à l'issue d'une longue concertation et votés à l'unanimité par la communauté éducative.

Si des évolutions sont souhaitables pour améliorer la lisibilité de ces programmes et les rendre plus opérationnels, les aménagements doivent se fonder sur les remontées des besoins exprimés par les équipes pédagogiques. Tout le contraire du pilotage vertical exercé par l'actuel ministère.

**Les évaluations au CP et au CE1, généralisées à cette rentrée et annoncées à grand renfort de communication, marquent le retour des évaluations nationales standardisées. Avec la mise en place à venir de l'agence de l'évaluation, cette "culture de l'évaluation", selon les termes du ministre, serait la première étape d'un pilotage par les résultats.** Ces évaluations pourraient bien n'être qu'un instrument à des fins politiciennes tout en dépossédant les enseignants de leur professionnalité. De plus, elles restent aveugles à l'étude des progrès de chaque élève et pourraient être utilisées à des fins de contrôle des pratiques enseignantes, voire de mise en concurrence des écoles. Une véritable évaluation formative ne peut être que conçue et analysée par les enseignants qui doivent l'inscrire dans un projet de classe et d'école. Celui-ci permet de prendre en compte le contexte d'exercice au plus près des besoins des élèves pour véritablement favoriser et démocratiser la réussite de tous.

Le SNUipp-FSU réaffirme que les enseignants sont des professionnels concepteurs et non de simples exécutants. Il invite les équipes pédagogiques à reprendre la main sur toute évaluation proposée. Dans une véritable école « de la confiance », ni les élèves ni les enseignants ne doivent être soumis au stress permanent d'une évaluation à laquelle ils

n'accordent que peu de sens. Des évaluations par échantillon peuvent être nécessaires pour analyser un système éducatif, mais elles ne sauraient se confondre avec l'évaluation formative, conçue et analysée par les enseignants pour conduire les apprentissages. Les évaluations proposées en cette rentrée ne répondent ni à l'une ni à l'autre de ces préoccupations.

**Au moment où les réformes territoriales impactent l'organisation de l'école, la question de la direction reste un enjeu fort. Le dossier va être ouvert une nouvelle fois. Les revendications des directeurs et directrices sont nombreuses tant leurs conditions d'exercice se sont dégradées** : d'abord du temps et une aide administrative pérenne pour pouvoir se consacrer au cœur de leur métier, mais aussi des moyens pour mener à bien leur mission. C'est sur cette base que le SNUipp-FSU interviendra lors des discussions au ministère. Si les avancées de ces dernières années sont loin d'avoir répondu aux besoins face à une charge de travail et des responsabilités toujours croissantes, la fin de l'aide administrative à la rentrée 2017 constitue une régression inacceptable. Les états généraux que le SNUipp-FSU a tenus dans la plupart des départements au printemps 2018 ont permis de faire le point. Sur la base de ces remontées, des états généraux nationaux sont programmés à Paris le jeudi 27 septembre 2018. Ils vont permettre d'échanger, de rendre visible la situation des directeurs et directrices et de faire entendre leurs exigences.

**A l'heure actuelle, malgré nos demandes réitérées, le ministère ne nous a toujours pas fourni les critères qui serviront à l'élaboration de la nouvelle carte de l'Éducation Prioritaire.** Seront-ils identiques à ceux de la précédente carte ? L'enveloppe budgétaire sera-t-elle amputée ? Les appellations REP et REP+ seront-elles conservées ? Ces questions demeurent pour l'instant sans réponses.

Pour le SNUipp-FSU, la révision de la prochaine carte de l'Éducation Prioritaire ne pourra pas se limiter à des modifications à la marge reposant uniquement sur des contraintes budgétaires.

Le SNUipp-FSU revendique une appellation unique et demande que la définition de la nouvelle carte de l'EP parte des situations des écoles maternelles et élémentaires et non plus de celles d'un collège tête de réseau. Il y a beaucoup trop d'écoles dites « orphelines », notre département ne faisant pas exception.

Le SNUipp-FSU invite toutes les écoles souhaitant intégrer l'Éducation Prioritaire à faire remonter dès la rentrée leur demande argumentée à leur IEN.

**Concernant les mesures de rentrée qui vont être prises suite à ce CTSD**, nous souhaitons que les ouvertures nécessaires, dont nous serons les défenseurs, puissent être réalisées en évitant au maximum les fermetures de rentrée qui compliquent considérablement le fonctionnement des écoles ; un exercice que nous savons difficile au regard des moyens dont dispose notre département.

### **Partie second degré**

L'année scolaire qui s'achève a été principalement marquée par la violence des contre-réformes libérales votées au pas de charge par une assemblée aux ordres. C'est bien simple, l'absence de toute possibilité de critique et de toute réflexion au sein du groupe En Marche ressemble à s'y méprendre à celle en vigueur dans l'administration de l'Éducation Nationale qui, de réforme en réforme, se lance éperdue dans une nouvelle course folle dans laquelle il s'agit d'imposer d'en haut des idées hors sol et d'étouffer toute parole d'en bas qui aurait l'outrecuidance de faire savoir que les belles idées d'en haut se heurtent durement à la réalité et ne répondent pas aux problèmes rencontrés dans les classes réelles, avec des élèves réels.

Les dernières idées à imposer en la matière sont extrêmement dangereuses. Le scientisme crasse qui les anime fait peser sur nos enfants de très lourdes menaces. Le Ministre est capable de dire lors d'un entretien récent au Monde : " Je crois que les parents peuvent être rassurés à l'idée que l'école dresse de leurs enfants un portrait exact pour mieux les aider." Premièrement, la volonté de "dresser un portrait exact" d'un être humain nous renvoie tous aux délires totalitaires décrits par Orwell ou Huxley mais on s'inquiétera encore davantage quand on aura compris que ce "portrait exact" sera dressé à partir d'évaluations ponctuelles sur des points très particuliers des programmes de quelques disciplines scolaires. La réduction d'êtres humains à une poignée de chiffres dans une feuille Excel doit probablement permettre des économies d'échelle par une prise en charge standardisée et rationnelle. C'est sûrement qu'il faut bien adapter l'homme aux exigences de la société technocratique et numérique. Le très déshumanisant et opaque dispositif Parcoursup, construit dans la précipitation et sans le souci des étudiants - notamment les plus fragiles qui en paient aujourd'hui les pots cassés est une parfaite illustration de ce monde dont nous ne voulons pas.

Faut-il rappeler ici les échecs cuisants de telles politiques dans tous les pays qui s'y sont engagés ? La pression mise sur l'école par ces procédés a conduit partout à réduire l'activité scolaire à un bachotage permanent pour réussir le test final. Aux États-Unis comme en Angleterre, cette politique a conduit à une privatisation du secteur scolaire : il est vrai qu'imposant des logiques d'entreprise et de performances comptables à l'école, il n'était plus nécessaire - et même contre-productif - qu'elle cherche à véhiculer encore des systèmes de valeur non rentables.

Et nous n'oublions pas que tout ceci cache une réalité : la contrainte budgétaire qui conduit à une hausse des effectifs dans les classes alors même qu'un des seuls résultats incontestables en matière d'éducation est que la baisse des effectifs est bénéfique aux élèves les plus fragiles scolairement. Et nous, simples personnels de terrain, en connaissons par expérience les raisons intimes.

C'est donc, monsieur l'Inspecteur d'Académie, la grande colère des enseignants empêchés par des réformes technocratiques et hors sol - de faire un travail qui aurait du sens à leurs propres yeux que nous vous demandons de bien vouloir entendre et comprendre.